Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Turquie : sur fond de violence grandissante, l'AKP d'Erdoğan remporte un quatrième mandat.

Par Halil Celik et Alex Lantier
Mondialisation.ca, 04 novembre 2015
wsws.org 2 novembre 2015

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Droits humains et État policier

Les élections anticipées de dimanche en Turquie ont été remportées par le parti au pouvoir, Justice et développement (AKP), du président Recep Tayyip Erdoğan, qui obtient une solide majorité parlementaire. Le 7 juin, l'AKP avait perdu sa majorité, ce qui avait conduit à un parlement « indécis ».

Selon les chiffres officiels, avec 99 pour cent des urnes décomptées l'AKP avait recueilli 49,4 pour cent des voix et une confortable majorité d'au moins 316 sur les 550 sièges que compte le parlement turc. La participation électorale a été de 87,3 pour cent, contre 85,8 en juin.

Obtenant 25,4 pour cent des voix et environ 134 sièges, le parti kémaliste CHP, (Parti républicain du peuple), n'a pas réussi à dépasser le score obtenu aux élections de juin. Le CHP, qui fut pendant longtemps le parti gouvernemental préféré de la bourgeoisie turque, n'arriva en tête que dans six des 81 provinces de la Turquie.

Le dirigeant du CHP, Kemal Kiliçdaroğlu, a dit dimanche soir lors d'une brève conférence de presse, « Les résultats d'aujourd'hui donnent plus de responsabilité au CHP… Nous respectons l'issue d'aujourd'hui comme nous l'avions fait le 7 juin. Personne ne doit s'estimer être au-dessus de la loi et la vie et la propriété de chaque citoyen doivent être protégées. »

Le Parti d'action nationaliste (MHP) d'extrême droite et le Parti démocratique des peuples pro-kurde (HDP) ont tous deux perdu des voix par rapport aux élections de juin; le MHP a chuté de 16 à 11,9 pour cent et le HDP de 13 à juste un peu plus de 10 pour cent, le pourcentage de voix nécessaire pour entrer au parlement.

Les élections se sont déroulées dans un contexte de violence et d'agitation politique croissantes. Des combats ont éclaté dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde entre forces de sécurité turques et membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et le gouvernement AKP a menacé d'intervenir directement dans la guerre civile dans la Syrie voisine pour y écraser les combattants kurdes.

Durant la campagne électorale, une série d'attentats meurtriers ont visé les organisations kurdes et les rallies de l'HDP, et ont renforcé le climat de peur. L'AKP en a rejeté la responsabilité sur la milice de l'Etat islamique (EI) opérant en Syrie et en Irak, mais nombreux sont ceux qui, en Turquie, ont accusé l'AKP lui-même, longtemps un des principaux soutiens de l'EI.

Durant la campagne électorale, des centaines de milliers de réfugiés syriens bloqués en Turquie ont fui vers l'Europe, menant à des scènes de plus en plus désespérées dans les villes et régions côtières de la Turquie.

L'AKP s'est servi de sa mainmise sur les médias, dont quelque 32 journaux et 22 chaînes de télévision, pour dominer la couverture médiatique et étouffer les reportages sur les partis d'opposition. Quelques jours avant les élections, il avait ordonné aux forces de sécurité de prendre d'assaut le groupe médiatique turc Koza-Ipek, la principale chaîne d'informations télévisées pro-opposition et de mettre fin à ses émissions.

Malgré les tensions au cours de la campagne aucune violence ne fut signalée durant le scrutin. Les bureaux de vote ont fermé tôt, à 16 heures dans 32 provinces de l'est du pays qui furent la scène de vastes déploiements des forces de sécurité dans les zones où avaient eu lieu des combats entre le PKK et l'armée turque. Dans certaines zones, il a fallu déplacer les bureaux de vote leur emplacement normal disparaissant derrière des tranchées et barricades mises en place par les habitants pour se protéger des forces de sécurité.

Après le scrutin cependant, des affrontements ont éclaté à Diyarbakir, la principale ville de la région à majorité kurde, entre des partisans du HDP et les forces de sécurité qui ont fait usage de canons à eau et tiré des gaz lacrymogènes.

« C'est incroyable. Je suis dévasté. [L'AKP] vole et tue, il met la pression sur tout le monde, il bâillonne la presse et pourtant il l'emporte. J'ai perdu confiance dans cette démocratie, » a dit au *Guardian* un enseignant à la retraite de Diyarbakir.

D'autres furent plus critiques à l'égard de l'HDP et de l'intensification des combats entre les Kurdes et les forces gouvernementales turques. « Cela montre que le parti doit se demander d'où peuvent provenir ces mauvais résultats, » a remarqué un commerçant de la même ville.

Si l'AKP a conservé le pouvoir en faisant des élections un référendum sur ses mesures de sécurité, le soutien populaire pour le programme politique d'Erdo&an est très faible. Sa participation à la guerre par procuration dirigée par les Etats-Unis en Syrie est profondément impopulaire et alors que l'économie turque, auparavant en plein essor, continue de ralentir, l'opposition à l'exploitation et à l'inégalité sociale grandit chez les ouvriers et les jeunes.

Erdo&an s'efforce de supprimer toutes ces contradictions sociales et d'imposer, en exploitant la faillite des principaux partis d'opposition, des formes de gouvernement plus autoritaires axées sur la fonction présidentielle. Le CHP a concentré sa campagne sur la promesse qu'il augmenterait les salaires et les dépenses sociales, ce que de nombreux turcs ne croient plus, tout en lançant des appels au calme et à l'unité nationale qui ont fait le jeu de l'AKP. En raison de la longue histoire de ses liens avec l'OTAN et les juntes militaires en Turquie, ce parti est incapable de faire appel au mécontentement populaire envers la politique étrangère réactionnaire d'Erdo&an.

Pour ce qui est du camp kurde, les divisions s'accentuent entre le HDP et le PKK. Il existe aussi des divisions de façon plus générale dans la population kurde en Turquie quant à l'opportunité d'une nouvelle guerre civile contre le gouvernement turc, qui risque d'importer la guerre syrienne en Turquie.

Le premier ministre Ahmet Davuto&;lu a déclaré dans son premier discours de la victoire dans le bastion de l'AKP à Donya, « Aujourd'hui, c'est une victoire pour notre démocratie et notre peuple… J'espère que nous vous servirons bien ces quatre prochaines années et que nous serons là une nouvelle fois devant vous en 2019. »

S'exprimant plus tard du haut du balcon au siège de l'AKP à Ankara, il a dit: « J'appelle tous les partis siégeant au parlement à élaborer une nouvelle constitution nationale civile… Travaillons ensemble pour faire de la Turquie un pays où les conflits, les tensions et la polarisation n'existent pas et où tout le monde se salue en paix. »

La formation d'un gouvernement AKP disposant d'une majorité parlementaire ne résoudra pas la crise sociale et politique insoluble en Turquie, qui a ses racines dans la crise économique internationale et dans l'effondrement de plus en plus sanglant du système d'Etat-nations au Moyen-Orient. Aucune des forces motrices derrière cette crise ne peut être contrôlée par la classe dirigeante dans le cadre des frontières turques.

Sous l'effet des mesures d'austérité prises contre la population laborieuse, le ralentissement économique de l'Europe est en train de saper les principaux marchés d'exportation de la Turquie; l'économie du pays reste tributaire de l'afflux de capitaux étrangers importants à la merci d'une hausse éventuelle des taux d'intérêt américains. Les marchés turcs dans le reste du Moyen-Orient sont plus vulnérables encore, dû à l'impact de la guerre et du carnage qui s'étendent en Syrie, en Irak et au-delà.

L'engagement de la Turquie dans la guerre civile syrienne au moment où elle s'intensifie vers un conflit impliquant les Etats-Unis, les pouvoirs européens, la Russie et l'Iran, risque d'avoir des conséquences funestes pour la Turquie. Son opposition aux groupes kurdes syriens ne risque pas seulement de la faire entrer en conflit avec Washington, qui a commencé à armer directement une alliance de milices d'opposition syriennes kurdes et arabes, mais encore de déclencher une longue guerre civile en Turquie même.

« Comment la Turquie peut-elle surmonter cette polarisation? C'est difficile à dire, » ont fait savoir Sinan Ekim et Kemal Kirisci dans un article publié dernièrement par le groupe de réflexion Brookings Institution aux Etats-Unis. « Ce qui est sûr, c'est qu'éloigner la Turquie du bord de la guerre civile constituera l'un des plus grands défis pour le prochain gouvernement du pays. »

Halil Celik

Alex Lantier

Article original, WSWS, paru le 2 novembre 2015

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Halil Celik et Alex Lantier, wsws.org, 2015

Articles Par : Halil Celik et Alex Lantier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca